

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.1/PV.880
24 octobre 1957
FRANCAIS

Douzième session

PREMIERE COMMISSION

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA HUIT CENT QUATRE-VINGTIEME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,
le jeudi 24 octobre 1957, à 10 h. 30.

Président :

M. ABDOH

(Iran)

Réglementation, limitation et réduction équilibrée de toutes les forces armées et de tous les armements; conclusion d'une convention internationale (ou d'un traité international) concernant la réduction des armements et l'interdiction de l'arme atomique, de l'arme à l'hydrogène et des autres types d'engins de destruction massive /point 24 de l'ordre du jour/ (suite)

Discussion générale

Discours de :

M. Boland	(Irlande)
M. Kisselev	(RSS de Biélorussie)
M. Sastroamidjojo	(Indonésie)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en texte mimeographié sous la cote A/C.1/SR.880. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive, qui paraîtra en volume imprimé.

POINT 24 DE L'ORDRE DU JOUR

REGLEMENTATION, LIMITATION ET REDUCTION EQUILIBREE DE TOUTES LES FORCES ARMEES ET DE TOUS LES ARMEMENTS; CONCLUSION D'UNE CONVENTION INTERNATIONALE (OU D'UN TRAITE INTERNATIONAL) CONCERNANT LA REDUCTION DES ARMEMENTS ET L'INTERDICTION DE L'ARME ATOMIQUE, DE L'ARME A L'HYDROGENE ET DES AUTRES TYPES D'ENGINS DE DESTRUCTION MASSIVE:

- a) RAPPORT DE LA COMMISSION DU DESARMEMENT
- b) AUGMENTATION DU NOMBRE DES MEMBRES DE LA COMMISSION DU DESARMEMENT ET DE SON SOUS-COMITE
- c) ACTION COLLECTIVE D'INFORMATION DESTINEE A ECLAIRER LES PEUPLES SUR LES DANGERS DE LA COURSE AUX ARMEMENTS, PRINCIPALEMENT SUR LES EFFETS DESTRUCTIFS DES ARMES MODERNES
- d) CESSATION DES ESSAIS D'ARMES ATOMIQUES ET D'ARMES A L'HYDROGENE, SOUS CONTROLE INTERNATIONAL (suite)

M. BOLAND (Irlande) (interprétation de l'anglais) : Le rapport du Sous-Comité du désarmement sur ses réunions de Londres ne fait rien, à mon avis, pour dissiper les appréhensions de ceux d'entre nous qui, depuis longtemps, sont de plus en plus anxieux quant à la tendance des événements mondiaux et à la précipitation de cette course aux armements qui, loin de diminuer, semble prendre de plus en plus d'ampleur. Comme l'ont montré plusieurs des orateurs qui sont intervenus dans la discussion, nous reconnaissons volontiers que les séances de Londres n'ont pas été entièrement stériles. Nous constatons que le Sous-Comité a accepté de ramener ses objectifs à un niveau plus raisonnable, et de viser, comme première étape, à un accord limité de désarmement et non à un accord général. En outre, s'il n'y a pas eu un accord complet, il y a eu un rapprochement des thèses sur certains points susceptible de figurer à un accord limité de désarmement. Ces progrès, en eux-mêmes, ne sont sans doute pas négligeables. Dans le secteur si vital des relations internationales qu'est le désarmement, tout indice d'accord, si léger soit-il, est un avantage et chaque point où l'accord est possible est un bienfait dont nous devons nous féliciter.

Mais, si les résultats des discussions de Londres ne sont pas examinés isolément mais dans la perspective de onze années de négociations sur le désarmement et dans la perspective, également, d'une situation mondiale tendue, où des conflits d'intérêts s'aiguisent et s'affrontent, qui d'entre nous, dans cette Commission peut échapper au sentiment que, à moins que de nouveaux efforts fructueux ne soient faits pour trouver une solution au problème du désarmement, la dernière chance d'arriver à un accord nous aura échappé.

La course aux armements risquera de se poursuivre sans entraves et l'humanité entière risque de perdre le contrôle de son histoire.

De l'avis de ma délégation, le débat actuel a pour but essentiel la recherche laborieuse, par tous les moyens, d'un règlement de ce problème mondial, en le sortant de son impasse actuelle et, ce faisant, de mettre un terme à une course aux armements qui menace de ruiner la civilisation toute entière.

La délégation de l'Irlande se demande vraiment si une contribution réelle peut être apportée à la solution du problème du désarmement au stade actuel par l'adoption pure et simple de résolutions qui ne font rien d'autre que de réitérer l'expression des positions respectives que les discussions de Londres n'ont pu concilier. Il ne s'agit pas de savoir si nous sommes d'accord ou non sur ces dispositions, si nous les estimons équitables et raisonnables ou non. Si notre objectif est d'arriver à un accord et si nous sommes résolus à viser à cet objectif suprême, en gardant toujours à l'esprit que, dans le domaine du désarmement, tout accord, quelque secondaire et limité qu'il soit, peut avoir des répercussions immenses, nous aurons peu fait pour nous rapprocher de cet objectif, et nous risquons même de retarder notre progrès si nous élargissons la zone d'engagements à l'égard de propositions sur lesquelles il s'est déjà avéré impossible d'obtenir un accord.

Sans doute est-il possible de prétendre que l'adoption d'une proposition quelconque par une majorité importante de l'Assemblée générale des Nations Unies, majorité qui représente les opinions des gouvernements du monde, revêt ces propositions d'une autorité morale telle que les chances de les voir acceptées en fin de compte s'en trouvent considérablement renforcées. Une résolution de l'Assemblée générale peut avoir un effet de cette nature dans bien des cas. Mais il est douteux que cette théorie s'applique dans le cas - tel que celui que nous traitons aujourd'hui - où l'obstacle est un désaccord fondamental sur des questions techniques essentielles entre les Puissances occidentales et l'Union soviétique, à propos d'un problème d'un intérêt vital pour leur sécurité nationale. L'Union soviétique a même montré la position qu'elle est capable d'adopter dans un tel cas, à savoir de ne pas tenir compte des résolutions adoptées à des majorités écrasantes par l'Assemblée générale sur le problème de la Hongrie. A notre avis, ce serait faire preuve d'un bien grand optimisme que de penser que le projet de résolution des vingt-trois Puissances dont la Commission est actuellement saisie - pour si large que soit la majorité qui se prononcera en sa faveur - bénéficierait d'un sort meilleur.

Il est naturel et compréhensible que, lorsque des délibérations internationales d'une importance aussi fondamentale que celles qui se rapportent au désarmement aboutissent à une impasse, les hommes sincères et de bonne volonté cherchent à introduire quelque élément nouveau pouvant servir de catalyseur et de nature à hâter les progrès des négociations et l'accord. Quelques-unes des suggestions et des propositions faites au cours de nos débats dans cette Assemblée semblent avoir été, au moins en partie, inspirées par cette conception logique et constructive. Parmi elles, nous pourrions peut-être ranger la proposition faite par le Ministre des affaires étrangères de Belgique à l'Assemblée générale le 24 septembre, proposition qui fait l'objet du sous-alinéa c) du point de l'ordre du jour que la Commission discute actuellement. Comme le représentant de la Belgique nous l'a expliqué, à la séance du 11 octobre, sa proposition se fonde sur l'idée d'associer les peuples aux tentatives gouvernementales destinées à réaliser un accord sur la réglementation des armements; elle part également de la conviction qu'il est fondamental et d'une nécessité impérieuse que les peuples du monde exercent toute la pression qui est en leur pouvoir afin de provoquer des accords internationaux sur les problèmes qui mettent en jeu leur survivance même.

Certes, de nombreux arguments convaincants peuvent, en principe, être invoqués en faveur de cette proposition. Une opinion publique vigilante et bien informée est certainement la garantie la meilleure en ce qui concerne le bien public; c'est même une condition essentielle au bon fonctionnement de cette sorte d'institutions politiques sous lesquelles un grand nombre d'entre nous vivent. A cet égard, je suis sûr que nous sommes presque tous d'accord. Mais je dois avouer que la délégation irlandaise n'est pas tout-à-fait aussi sûre que la solution des problèmes du genre de ceux qui, en ce moment, mettent obstacle aux progrès dans le domaine du désarmement, soit ou non favorisée par le recours à ce que je pourrais peut-être appeler la méthode de la propagande publique, - et j'emploie cette expression, non pas dans un sens péjoratif, mais dans son sens réel.

Sans aucun doute, il existe des aspects moins techniques de la course aux armements qui pourraient être mieux appréciés et compris par l'homme de la rue qu'ils ne le sont actuellement. Il y a, par exemple, le prétendu péril du "quatrième pays", - cette perspective effrayante que, si les armes nucléaires ne sont pas rapidement soumises à un contrôle international effectif, un nombre chaque jour plus grand de pays pourront les fabriquer ou les posséder, entraînant la conséquence que le problème du désarmement sera plus difficile encore qu'il ne l'a jamais été et que le risque d'une guerre nucléaire totale sera considérablement accru.

Un autre aspect de la course aux armements auquel nous devrions accorder plus d'attention que nous ne l'avons fait jusqu'ici est le suivant : tandis que d'immenses ressources en capitaux et en compétences techniques humaines continuent à être consacrées au développement et à la fabrication d'engins de destruction qui, la plupart du temps, sont déjà dépassés au moment où ils atteignent l'étape de la production à la chaîne, les hommes et les femmes vivant dans les régions sous-développées du monde, ces êtres que le manque de

capitales privées d'éducation, de bien-être et du niveau de vie auquel ils auraient droit, ont tendance à perdre la foi dans les institutions libres qu'ils étaient arrivés à créer, et à désertier les voies de la liberté démocratique, simplement à cause de leur désillusion. Ce serait un paradoxe tragique si, de cette manière, les institutions libres et la liberté personnelle devaient être les victimes des tentatives et des sacrifices faits précisément pour préserver la liberté humaine et pour sauver l'humanité de la guerre; néanmoins, il y a là un danger véritable et présent.

Tels sont les aspects de la course aux armements que nous ne pouvons pas ignorer et que l'opinion publique de nos pays respectifs devrait constamment garder présents à l'esprit. Cependant, ces aspects se rattachent au caractère général du désarmement plutôt qu'aux obstacles immédiats qui se dressent devant le désarmement.

Lorsque nous en arrivons aux aspects techniques du problème du désarmement - notamment aux questions pratiques dont dépend la conclusion d'un accord de désarmement, mais qui, jusqu'à présent, se sont révélées impossibles à régler - le rôle de l'opinion publique nous semble beaucoup plus contestable.

M. Boland (Irlande)

Les négociations entre gouvernements ne peuvent être menées sur la place publique et le règlement des problèmes est rarement facilité par l'incitation de l'opinion publique à adopter dès l'abord une attitude rigide. Lorsque l'Assemblée générale a invité la Commission du désarmement, en novembre 1953, à créer un sous-comité comprenant les Puissances principalement intéressées, elle a indiqué que les séances de ce sous-comité devraient être privées. C'était là une suggestion fort sage d'hommes qui voyaient loin; mais, en pratique, elle a été bien peu suivie, si tant est qu'elle ait même été appliquée tant soit peu. On ne peut manquer d'avoir l'impression que les débats du Sous-Comité du désarmement, jusqu'à présent, loin d'avoir reçu trop peu de publicité, en ont certainement eu trop. Les propositions successives, des deux côtés, ont non seulement été présentées aux parties elles-mêmes, mais elles l'ont été en même temps à la presse et à l'opinion publique mondiale en sorte que les débats du Sous-Comité ont parfois ressemblé moins à une négociation diplomatique entreprise en vue d'aboutir à un accord qu'à une audience de tribunal où les parties échangeraient des arguments devant un jury mondial. Or les problèmes du désarmement ne peuvent être résolus avec la publicité d'une audience de tribunal. La société étant organisée telle qu'elle l'est aujourd'hui, il n'est pas possible de régler des différends autrement que par accord entre les parties directement intéressées.

Ce que je continuerai d'appeler brièvement cette "méthode de propagande" utilisée en matière de désarmement nous paraît présenter un autre danger. Tout appel à l'opinion publique dans son ensemble implique certaines hypothèses. Il suppose que les différents peuples du monde sont également libres, non seulement de connaître la vérité, mais de la discuter, de critiquer la politique de leurs gouvernements et, s'il est nécessaire, de s'y opposer publiquement. Il implique aussi que les gouvernements intéressés sont également sensibles à l'opinion et aux désirs des populations qu'ils dirigent. Or telle n'est pas la situation du monde aujourd'hui, pas plus que ce n'était la situation du monde il y a vingt-deux ou vingt-trois ans. Le résultat en fut alors que, tandis qu'Hitler développait la fabrication des munitions et augmentait ses forces armées, de fortes sections de l'opinion publique d'autres pays, sous l'influence de la propagande en faveur du désarmement et de la paix, demandaient la réduction des dépenses de leurs pays afférentes à la défense nationale ainsi que la diminution des armements nationaux.

M. Boland (Irlande)

Ceci nous amène à une considération qui nous paraît fondamentale si l'on veut sortir de l'impasse et décharger le monde du fardeau de la course aux armements qui menace le bien-être de l'humanité et même sa survivance.

La question du désarmement ne peut être dissociée de la solution des problèmes politiques du monde. Il y a là un lien fondamental auquel on ne peut échapper. C'est une illusion que de croire que les armements nationaux peuvent être limités ou réduits dans une atmosphère internationale caractérisée par des conflits impliquant des intérêts d'ordre vital et par la présence, dans des régions de tension, de forces militaires opposées stationnées si près les uns des autres que tout renforcement de la défense semble être la préparation d'une attaque. Sans aucun doute, ces deux ordres de problèmes réagissent l'un sur l'autre : la course aux armements aggrave l'atmosphère internationale et l'intensification des luttes politiques réduit les perspectives de désarmement. Le cercle vicieux est fermé. La situation est maintenant telle que le problème du désarmement ne peut être examiné plus longtemps de façon isolée. La perspective d'aboutir à un accord de désarmement vraiment efficace semble maintenant éloignée, du moins tant que des progrès ne sont pas faits sur la voie d'accords politiques mêmes limités à l'effet de réduire les sources de friction et de tension qui existent dans certaines régions du monde.

Après tout, la course aux armements n'est que le reflet de la situation politique existant dans le monde d'aujourd'hui. L'aspect saillant de cette situation est la division du monde, non seulement en groupes ayant des idées et des philosophies différentes, des conceptions diverses quant à la nature de l'homme et à sa relation avec l'univers, mais entre deux immenses concentrations de puissance militaire sans cesse manoeuvrant pour augmenter leur force stratégique ou diplomatique l'une par rapport à l'autre. Le danger de cette situation est immense. Nous nous en rendons compte actuellement au Moyen-Orient. Là, comme ailleurs, derrière les plus petits pays du monde, on voit l'ombre des deux plus grandes Puissances dont chacune considère qu'il est vital pour elle de ne pas paraître céder un pouce devant la puissance ou la menace de l'autre et est toujours plus engagée, par ses déclarations publiques et par la logique de sa politique, à aller de l'avant comme si le danger d'un conflit nucléaire n'existait pas.

M. Boland (Irlande)

Les conséquences de situations de cette nature dépassent de beaucoup leur influence sur les perspectives de désarmement. Elles mettent la paix en danger et, aussi longtemps qu'il en sera ainsi, aucun homme ne pourra poser ses armes.

A notre avis - et je soumetts cette question à la Commission - le moment approche rapidement, en fait il est tout près, où nous devons nous demander sérieusement si les efforts qui ont été faits en vue d'essayer de résoudre le problème du désarmement sur le plan technique ont vraiment une commune mesure avec le travail immense qui a été accompli et s'il y a lieu de continuer à travailler dans cette voie pour essayer d'atteindre les résultats que nous souhaitons tous.

Personne ne songera à critiquer le Sous-Comité du désarmement et à l'incriminer d'avoir manqué de zèle. Il ressort de ses rapports qu'il a fait les plus grands efforts pour essayer d'aboutir à des résultats concrets. Cependant, personne ne peut prétendre qu'il ait répondu aux espoirs du monde.

S'il en est ainsi, nous estimons que la faute n'en est pas au Sous-Comité. Cette situation est due au fait que la confiance mutuelle entre les grandes Puissances, qui est une condition préalable à tout accord de désarmement, manque et que ce manque de confiance mutuelle est le résultat de circonstances politiques et de situations que le Sous-Comité du désarmement n'a pas le pouvoir de régler. Plus on lit les rapports du Sous-Comité, plus on est amené à se rendre compte que l'obstacle à tout accord de désarmement valable est, dans les circonstances actuelles, ce que notre collègue M. Belaunde appelait l'autre jour, de la façon imagée et vivante que nous lui connaissons, ce mal psychique qui a nom la méfiance. S'il est vrai, a-t-il dit, que la cause de la course aux armements est la tension qui existe entre les Puissances principalement intéressées, leur méfiance mutuelle - et, pour notre part, nous le croyons - cela signifie qu'il faut avant tout trouver le moyen d'éliminer ce facteur néfaste ou d'en réduire les effets avant qu'il soit trop tard.

Si l'on veut y arriver il faut envisager le problème d'une façon très ferme, d'une façon qui dépasse de beaucoup les différentes propositions qui ont été soumises à cette Commission. Si, comme nous le pensons, la véritable cause de l'absence de progrès dans le domaine du désarmement est la tension politique qui existe dans le monde, nous craignons de ne rien pouvoir faire pour échapper à nos difficultés si nous nous contentons d'accroître le nombre des membres de la Commission du désarmement et de son Sous-Comité. Ni la Commission ni le Sous-Comité n'a le pouvoir de traiter des causes de la tension qui est l'obstacle principal à son travail. Nous ne pensons pas non plus qu'un progrès vraiment appréciable peut être fait en prenant un par un les aspects particuliers du problème du désarmement et en essayant de les régler séparément du problème du désarmement dans son ensemble. Proposer de suspendre les essais ou de renoncer à l'utilisation des armes atomiques ou à l'hydrogène sans cesser en même temps la production ou la fabrication de ces armes, revient seulement à rouvrir la discussion de problèmes sur lesquels les membres du Sous-Comité n'ont pu se mettre d'accord à Londres. Proposer des mesures de désarmement sans en même temps prévoir un contrôle international efficace, revient simplement à essayer de dissimuler derrière un rideau l'élément de méfiance mutuelle qui, à notre avis, constitue le coeur même du problème du désarmement. La solution du problème du désarmement et la fin de la course aux armements ne peuvent, à notre avis, être recherchées avec quelque espoir de succès dans des expédients de procédure ou des dispositions temporaires de portée limitée sur la plan technique. Ce qu'il nous faut pour reprendre espoir et pour permettre au Sous-Comité de reprendre la discussion avec quelque chance de succès, c'est un nouvel effort, entrepris dans les circonstances les plus favorables possibles, pour diminuer la tension politique existant dans le monde, au moins aux endroits qui présentent les plus grands dangers.

Ces endroits sont l'Europe centrale, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient, en particulier la Corée. M. Moch en a parlé avant-hier dans son discours devant cette Commission, discours qui a fait sur nous tous une impression si profonde. Le Ministres des affaires étrangères d'Irlande en a également parlé dans son discours devant l'Assemblée générale et il a fait des propositions sur la façon dont pourraient être traités les problèmes relatifs aux deux plus critiques de ces régions. Mais si la tension existante dans ces régions doit être réduite,

elle ne peut l'être que par des discussions entre les grandes Puissances, et en premier lieu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. De plus, de telles discussions, pour avoir les meilleures chances de succès, devront être entreprises au niveau le plus élevé possible et avec le mandat le plus vaste possible - et non pas sous les feux de la publicité mais avec toutes les garanties de secret que pourront suggérer la sagesse et l'expérience. Comme nous l'a dit M. Moch, les discussions sur le désarmement et les discussions sur les raisons actuelles de la tension politique ne s'excluent pas l'une l'autre. Elles peuvent avoir lieu simultanément. Nous pensons cependant que les discussions sur le désarmement ne pourront guère donner de résultats pratiques si une diminution de la tension dans les régions que j'ai mentionnées n'intervient pas grâce aux discussions relatives aux sources actuelles de tension politique. Un retrait mutuel des forces étrangères à l'intérieur de l'Europe ou des mesures diplomatiques réciproques de retrait dans le Moyen-Orient ne pourront, bien sûr, résoudre tous les problèmes de ces régions. Encore moins pourront-ils empêcher les rivalités locales et les conflits d'intérêts qui ne peuvent manquer de s'élever lorsque deux grandes Puissances se font face à travers le monde comme elles le font aujourd'hui. Mais cela réduirait le risque d'explosion aux points les plus sensibles et atténuerait la tension, ce qui permettrait de reprendre les discussions sur le désarmement dans une atmosphère nouvelle et, par conséquent, d'ouvrir de nouvelles perspectives aux espoirs de l'humanité.

Si ces réflexions et ces suggestions m'ont entraîné un peu en dehors du cadre du débat, je m'en excuse auprès de vous, M. le Président, et je vous remercie de l'indulgence que vous m'avez montrée - et ce n'est pas la première fois que vous le faites. Je voudrais réserver le droit de ma délégation d'intervenir à nouveau si l'occasion s'en présente lorsque nous discuterons les projets de résolution qui nous sont soumis.

M. KISSELEV (République socialiste soviétique de Biélorussie)

(interprétation du Russe) : L'Organisation des Nations Unies reçoit de tous les coins du monde des télégrammes et des lettres émanant d'organisations et de personnes privées qui exigent l'interdiction de l'arme atomique et de l'arme à l'hydrogène ainsi que des autres types d'armes de destruction massive, et qui demandent que soit écartée la menace d'une nouvelle guerre. Elles demandent aux Etats Membres des Nations Unies, et surtout aux grandes Puissances, de mettre fin à la course aux armements, de réduire de façon importante les armements et les forces armées de type classique, d'interdire les armes de destruction massive, d'utiliser l'énergie atomique uniquement à des fins pacifiques, de cesser les essais d'armes atomiques et à l'hydrogène. On nous demande également de prendre les mesures indispensables à la mise en oeuvre des principes de la Charte de l'Organisation des Nations Unies où il est dit clairement que les "peuples des Nations Unies sont résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances."

C'est le devoir des délégations à la Commission politique d'écouter l'opinion publique mondiale, de faciliter la détente et de barrer la voie aux forces d'agression et de guerre. Beaucoup des représentants qui ont pris la parole avant moi ont reconnu qu'il était indispensable de conclure un accord international relatif à la réduction des armements et des forces armées, à l'interdiction des armes atomiques et à l'hydrogène ainsi que des autres armes de destruction massive. Ils ont indiqué avec juste raison que la force destructrice croissante des armes atomiques, l'apparition des armes à l'hydrogène beaucoup plus puissantes encore rendaient cette interdiction encore plus urgente.

Ma délégation partage les inquiétudes et les craintes dont ont témoigné divers délégués devant cette Commission à propos de l'absence de progrès dans le domaine du désarmement, de la course aux armements, de la croissance des budgets militaires et de l'augmentation du risque d'une nouvelle guerre. Le peuple de Biélorussie, qui a beaucoup souffert au cours de la deuxième guerre mondiale ne peut demeurer indifférent devant le fait que le problème du désarmement n'est pas encore résolu. Nous ne voulons pas que les villes et les villages qui se sont relevés de leurs ruines après la deuxième guerre mondiale soient de nouveau

GLT/wl

A/C.1/PV.880
- 19/20 -

M. Kisselev (RSS de
Biélorussie)

soumis à des bombardements, cette fois par bombes atomiques et à l'hydrogène. C'est pourquoi la délégation de Biélorussie est prête à contribuer à une solution positive du problème du désarmement et à travailler de toutes ses forces à cette oeuvre si noble.

Les discussions au sein de cette Commission ont déjà servi à mettre en lumière la position de nombreuses délégations, sur les différents aspects du problème du désarmement. Les représentants qui, comme le représentant de l'Inde par exemple, affirme qu'à côté des grandes Puissances, les moyens et les petits pays qui demandent la solution du problème du désarmement peuvent contribuer aux progrès, faciliter l'interdiction des armes de destruction massive et la réduction des armements et des forces armées de type classique, ont parfaitement raison.

M. Kisselev
(RSS de Biélorussie)

Les représentants des Etats-Unis, du Pérou, du Royaume-Uni, de l'Australie et d'autres pays, qui ont pris la parole ici, ont essayé de dire que l'absence de progrès dans le désarmement est la conséquence de la position négative adoptée par l'Union soviétique. Ces déclarations, par leur forme comme par leur fond, nous entraînent dans les chemins de la guerre froide. On a voulu ainsi empêcher notre Commission de résoudre le problème le plus fondamental de l'époque contemporaine, celui du désarmement.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, M. Lodge, dans son intervention du 10 octobre de cette année, s'est efforcé par tous les moyens de justifier l'attitude de son pays et de déformer la position si claire de l'Union soviétique dans la question du désarmement.

Dans son discours, M. Lodge a posé tant de conditions, fait tant de réserves, qu'il est pratiquement impossible de réaliser le désarmement. Pour des raisons qu'il est facile de comprendre, il a demandé, tout d'abord, le contrôle des fusées balistiques intercontinentales et des satellites artificiels de la terre. On sait très bien que les fusées balistiques et les sputniks ne présentent en elles-mêmes aucun danger. Ce qui est important, c'est qu'elles peuvent porter des têtes ou des armes atomiques ou à l'hydrogène. C'est pourquoi le problème du contrôle des fusées balistiques doit être réglé simultanément avec le problème de l'interdiction des armes atomiques et à l'hydrogène.

M. Lodge s'est engagé dans une voie qui n'est pas celle du rapprochement des vues et qui consiste à souligner ce qu'il a appelé les divergences. Dès le début de son intervention, il a déclaré que la discussion générale, à la présente session, avait montré que les divergences entre l'Union soviétique et le prétendu monde libre sont aussi grandes qu'auparavant.

Sur tous les tons, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a chanté les louanges des propositions des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la France et du Canada, du 29 août 1957, qu'il a qualifiées de nouvelles. Voyons donc ce que représentent ces propositions "nouvelles" des Puissances occidentales. Par ces propositions, les Puissances occidentales demandent que les expériences d'armes nucléaires cessent temporairement, non pas pour dix mois, mais pour douze mois, en faisant les mêmes réserves que précédemment.

M. Kisselev
(RSS de Biélorussie)

En présentant ces propositions au Sous-Comité de la Commission du désarmement, le représentant des Etats-Unis d'Amérique avait expliqué que les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et le Canada maintenaient leurs conditions concernant les problèmes politiques non résolus de l'époque d'après-guerre, insistaient sur les photographies aériennes sur un plan très vaste, sur la décision de cesser la production de matières fissiles à des fins militaires, sur l'établissement du contrôle de cette interdiction.

Les propositions concernant ces photographie aériennes, présentées à nouveau Londres, ont pour but de remplacer le problème d'une réduction partielle des armements par ce moyen. Je voudrais rappeler que les correspondants de journaux occidentaux qualifiaient ces photographies aériennes d'"espionnage militaire légalisé".

M. Lodge exigeait que l'Union soviétique s'engage, pendant la deuxième période, à cesser la production de matières fissiles à des fins militaires, mais sans que l'interdiction de l'arme atomique et son élimination des armements des Etats en soient décidées pour autant.

Tel est le sens de ces "nouvelles" propositions.

Notre délégation n'y voit rien de nouveau. Nous constatons, par contre, que les Etats-Unis d'Amérique, en prétendant que les Puissances occidentales veulent le désarmement, s'efforcent de rendre plus difficile la solution du problème et induisent ainsi en erreur l'opinion publique mondiale.

Il est clair que les Etats-Unis et le Royaume-Uni veulent, par tous les moyens, mettre obstacle à la cessation des expériences d'armes nucléaires et conserver le droit d'avoir recours à celles-ci en cas de guerre.

Il y a, aux Etats-Unis, une théorie assez répandue selon laquelle une paix durable pourrait être le résultat d'un équilibre des forces des grandes Puissances, armées au maximum. Cette théorie sert la stratégie et la technique de la guerre froide; elle est inspirée du mépris d'une collaboration internationale véritable et détermine l'envergure et le rythme de la course aux armements, ainsi que le caractère de l'attitude de divers pays dans les relations internationales et à l'égard des travaux de l'Organisation des Nations Unies.

M. Kisselev
(RSS de Biélorussie)

Les Etats-Unis ont également recours à la politique de l'équilibre au bord de la guerre. La situation actuelle dans le Proche et le Moyen-Orient, où la sécurité de la Syrie est menacée par suite des provocations militaires de la Turquie et des Etats-Unis, est une manifestation concrète de cette politique.

Il est évident que l'homme de la rue se demande pourquoi, depuis dix ans que l'Organisation des Nations Unies discute du problème du désarmement, ses travaux ont été stériles et aucun résultat positif n'a été acquis. Mais qui méconnaît la volonté des peuples de voir prendre sans délai des mesures mettant fin à la course aux armements et écartant la menace d'une guerre atomique? Il faut dire franchement que la responsabilité appartient avant tout aux cercles dirigeants des Etats-Unis de même qu'à ceux du Royaume-Uni, de la France et du Canada qui les suivent docilement. Pour duper l'opinion publique, ils masquent leurs préparatifs militaires frénétiques lorsqu'ils parlent de désarmement.

M. Kisselev (RSS de Biélorussie)

Certains chiffres et certains faits illustreront cette situation. Dans le rapport publié en mai 1957 par le Ministère de la défense des Etats-Unis, il est indiqué que l'effectif des forces armées américaines est de trois millions d'hommes et que 40 pour 100 de ces forces sont stationnées à l'étranger, sur le territoire de soixante-treize Etats.

Les dépenses consacrées aux forces armées américaines s'élevaient en 1948, selon les données officielles du Congrès des Etats-Unis, à 12.600.000.000 de dollars et, en 1956-57, à 45 milliards de dollars; si l'on y ajoute les sommes résiduelles de l'année précédente, le budget militaire s'élève à plus de 50 milliards de dollars.

Ces crédits militaires sont répartis comme suit :

Armée : 7.500.000.000 de dollars;

Marine militaire : 10 milliards de dollars;

Aviation : plus de 20 milliards de dollars.

Le reste est consacré à d'autres fins militaires.

Ces dernières années, les préparatifs des Etats-Unis et de leurs partenaires en vue d'une nouvelle guerre mondiale se sont accélérés. En juin de cette année, le Département d'Etat et le Ministère de la défense des Etats-Unis ont publié en commun une brochure intitulée : "Programme de la sécurité mutuelle pour l'année financière 1958". Dans cette brochure, il est indiqué que, pour la période de 1950 à 1956, les forces terrestres des Etats-Unis ont été portées de 600.000 à 1.000.000 d'hommes; les forces terrestres des alliés des Etats-Unis, de 3.600.000 hommes à 5.000.000 d'hommes; les forces navales des Etats-Unis, de 598 à 969 navires de guerre; les forces navales des alliés des Etats-Unis, d'environ 1.000 à 2.500 navires de guerre; les forces aériennes actives des Etats-Unis, de 12.600 à 26.600 avions militaires; les forces aériennes des alliés des Etats-Unis, de 13.000 avions militaires, dont moins de 500 étaient des avions à réaction, à 27.000 avions militaires, dont 12.600 avions à réaction.

Tels sont les faits concrets qui montrent sur quoi se fondent les créateurs de la politique de force et d'équilibre au bord de la guerre. Ces chiffres montrent que pendant que l'on négocie sur le désarmement, les Puissances occidentales augmentent leurs forces armées et sont pleinement engagées dans la course aux armements.

M. Kisselev (RSS de Biélorussie)

Les représentants de nombreux pays qui ont pris la parole avant moi dans cette discussion ont consacré beaucoup de temps à parler de l'interdiction de l'arme atomique et à l'hydrogène. L'importance de la solution de ce problème est évidente pour tous. Mais il faut constater que la discussion de cette question se déroule depuis plus de dix ans et qu'aucun résultat positif n'a été obtenu. Dans leurs plans militaires, les pays membres de l'OTAN envisagent la possibilité d'avoir recours aux armes nucléaires dans une guerre future. Cette décision, on le sait, a été adoptée en décembre 1954 par le Conseil de l'OTAN.

Aux Etats-Unis, les crédits consacrés à la production de l'arme atomique et à l'hydrogène étaient, cette année, les plus importants de la période d'après guerre. La seule Commission de l'énergie atomique s'est vu affecter, cette année, des crédits s'élevant à 2.425.000.000 de dollars. Le plan de développement de la production atomique américaine pour la période 1958-59 permettra de développer cette production de façon qu'elle soit dix fois ce qu'elle était en 1952.

Je ne peux manquer de signaler que les dirigeants militaires des Etats-Unis ont adopté un rapport du Comité consultatif civil qui demande la fabrication et l'utilisation des armes chimiques, bactériologiques et radiologiques. Voici un extrait de ce rapport :

"Ces types d'armes sont uniques par leurs effets et leur puissance, parce qu'ils ne provoquent pas de destructions matérielles et que, de ce fait, aucun problème de reconstruction ne se pose."

Ces faits ne peuvent manquer de retenir notre attention, d'autant plus que les Puissances occidentales refusent d'accepter l'interdiction des armes de destruction massive. Nous ne devons pas oublier qu'il y a aux Etats-Unis des forces d'agression qui veulent empêcher l'interdiction des armes atomiques et à l'hydrogène, qui sont engagées à fond dans la course aux armements, qui ne veulent pas d'une détente internationale. Ces milieux insistent pour que redouble la guerre froide, pour que se poursuive la course aux armements et que le monde soit poussé dans la voie d'une guerre atomique destructrice qui apporterait à l'humanité tout entière des souffrances et des malheurs indicibles.

AS/TA

A/C.1/PV.880
- 28/30 -

M. Kisselev (RSS de Biélorussie)

Selon les seules données officielles de l'OTAN, les dépenses militaires générales de tous les pays membres de ce bloc agressif se sont élevées, de 1949 à 1957, à 430 milliards de dollars, dont 324 milliards de dollars pour les seuls Etats-Unis.

M. Kisselev (RSS de Biélorussie)

On a calculé que, de 1949 à 1957, pour l'industrie des armements surtout, les principaux monopoles des Etats-Unis ont gagné 227 milliards de dollars, ce qui signifie que la politique de force a coûté à chaque famille, dans les pays membres de l'OTAN, en moyenne 3500 dollars.

Rien d'étonnant, donc, qu'une grande partie du budget américain soit consacrée aux armements. Le président Eisenhower, prenant la parole, le 14 mai 1957, au sujet de la politique budgétaire du gouvernement, déclarait que les contribuables américains déboursaient une somme énorme - plus de 45 milliards de dollars - pour la sécurité du pays, que les Etats-Unis disposaient maintenant d'une machine de guerre plus puissante que jamais. En d'autres termes, chaque dollar du budget comporte 59 cents pour la course aux armements.

Dans son message au Congrès sur le programme dit de sécurité mutuelle, le président Eisenhower pouvait déclarer que les Etats-Unis ont aidé à créer et à équiper 200 divisions de forces armées amies. De 1950 à 1956, les Etats-Unis ont livré à leurs alliés plus de 40.000 chars et autre matériel de guerre, 1300 navires de guerre, 57.000 pièces d'artillerie, plus de 10.000 avions, 2.200.000 mitrailleuses et armes diverses.

Actuellement, les Etats-Unis réservent une place de choix à l'armement atomique des quinze pays membres de l'OTAN, y compris la République fédérale allemande. Les gouvernements des pays de l'OTAN ont accepté le stockage d'armes atomiques sur leurs territoires. En juin 1957, le Gouvernement de la Norvège a pris une regrettable décision en ce sens. Des plans sont en cours d'élaboration en vertu desquels les Etats-Unis doivent livrer à bref délai des armes atomiques et à l'hydrogène, ainsi que des fusées à grand rayon d'action, à tous les membres du bloc de l'OTAN.

Ces faits montrent l'intensification, ces dernières années, des préparatifs des Etats-Unis et de leurs alliés en vue d'une nouvelle guerre mondiale. Pour s'assurer des revenus prodigieux, les impérialistes sont prêts à sacrifier des millions de vies humaines. C'est pourquoi les monopoles américains veulent coûte que coûte maintenir la tension internationale, empêcher tout progrès dans la voie du désarmement. C'est ce que relate l'hebdomadaire Business Week qui, dans un numéro de mai dernier, souligne que les grosses compagnies ne peuvent exister qu'à condition de produire des armements.

M. Kisselev (RSS de Biélorussie)

La production militaire est le ressort essentiel de l'économie américaine d'aujourd'hui. C'est ainsi que les commandes militaires de l'importante firme General Dynamics représentent 75 à 80 pour 100 de sa production totale. Ce n'est pas par hasard que l'on trouve dans la presse américaine des articles tels que celui paru dans l'hebdomadaire Barron's, le 13 mai 1957, sous le titre : Le désarmement est une illusion dangereuse.

Les faits, on le voit, réfutent les déclarations hypocrites de M. Lodge selon lesquelles les sphères dirigeantes des Etats-Unis auraient intérêt à assurer la paix et à interdire les expériences d'armes atomiques et à l'hydrogène. Répétant sans cesse le mot "paix", M. Lodge cherche à jeter de la poudre aux yeux, à nous convaincre que les cercles dirigeants des Etats-Unis n'entendent utiliser l'énergie atomique qu'à des fins pacifiques. M. Lodge s'est employé à dissimuler la course frénétique aux armements qui se déroule aux Etats-Unis, l'opposition de son gouvernement à la cessation des expériences d'armes nucléaires sous le prétexte d'une menace soviétique au prétendu monde libre.

L'Assemblée générale avait invité la Commission du désarmement et son Sous-Comité à élaborer un accord international sur le problème le plus important de l'heure, le désarmement. Nous avons suivi attentivement les travaux du Sous-Comité; nous avons étudié les documents présentés par les Puissances occidentales et par l'Union soviétique. Tout le déroulement des négociations montre que les Puissances occidentales, notamment les Etats-Unis, ne veulent pas réellement d'un accord sur le désarmement. Les Puissances occidentales sont cause que le Sous-Comité a travaillé à vide, sans tenir compte de la volonté des peuples qui exigent la prise de mesures immédiates pour que cesse la course aux armements et que soit écartée la menace d'une guerre atomique.

Il est impossible de ne pas souscrire aux vues exprimées par un membre du Parlement britannique, M. Crossman, qui écrivait en substance, dans le Daily Mirror du 28 mai 1957 : il est ridicule de nier que ce sont les Américains et non pas les Russes qui, ces temps derniers, ont empêché les travaux d'aboutir; à plusieurs reprises, ces deux dernières années, le Kremlin a accepté des plans de désarmement proposés par l'Occident; mais dès que les Russes acceptaient ces plans, les Américains, avec le concours actif des Anglais, s'avisèrent soudain d'y déceler des défauts; cette attitude a fait des travaux de la Commission du désarmement une farce.

GT/gg

A/C.1/PV.880
- 33/35 -

M. Kisselev (RSS de Biélorussie)

La presse américaine elle-même relève que lorsque paraissent des perspectives favorables d'accord sur le désarmement, certains milieux des Etats-Unis commencent à sonner le tocsin. On pouvait lire, dans le New York Herald Tribune du 9 juin dernier : Les Russes parlent maintenant de désarmement avec tant de sérieux que certains Américains se prennent à trembler, de crainte que cela ne se réalise.

M. Kisselev (RSS de Biélorussie)

C'est un journal américain qui l'écrit, et on ne peut vraiment pas le soupçonner de nourrir une sympathie excessive pour l'Union soviétique.

Etant donné l'importance et l'urgence du problème du désarmement, et désirant un accord - fût-ce sur certains aspects seulement de ce problème - le Gouvernement soviétique a proposé d'isoler la question de l'arrêt des expériences d'armes nucléaires afin de la régler en tant que premier pas. Le Gouvernement soviétique a donc proposé d'arrêter les expériences, ne serait-ce que pour deux ou trois ans, un système d'inspection international devant être établi afin de constater que les Etats respectifs tiennent réellement les engagements qu'ils ont pris de cesser les expériences d'armes atomiques et à l'hydrogène. Cette proposition soviétique est conforme au vœu de tous les peuples qui exigent énergiquement qu'il soit mis fin immédiatement aux expériences d'armes atomiques et à l'hydrogène. Les peuples pacifiques veulent que cette question soit réglée au plus tôt, car ils pensent à juste titre que si les expériences cessent, le climat international s'en trouvera considérablement assaini, la course aux armements s'en trouvera freinée et les dangers que court la santé de l'homme s'en trouveront écartés.

Aux Etats-Unis d'Amérique, par exemple, 63 pour 100 des citoyens interrogés se sont prononcés en faveur de la cessation des expériences d'armes nucléaires. C'est la presse américaine qui a publié ce chiffre.

Les représentants des Puissances occidentales ne repoussent pas formellement la proposition de mettre fin aux expériences d'armes atomiques et à l'hydrogène, mais ils empêchent cependant tout accord sur ce problème en le liant de manière artificielle à d'autres questions de désarmement dont ils compliquent eux-mêmes la solution. Il s'agit donc là d'un cercle vicieux qui ne mène à rien.

L'Union soviétique a toujours insisté et continue d'insister pour qu'un accord soit conclu en vue de la cessation des expériences d'armes atomiques, cette question n'étant pas liée aux autres aspects du problème du désarmement. Dans le mémorandum du Gouvernement soviétique au sujet des mesures partielles à prendre en matière de désarmement, il est dit à juste titre que les autres Etats - et notamment les Etats-Unis et le Royaume-Uni - qui disposent d'armes nucléaires ont tout autant que l'Union soviétique intérêt à ce que ces expériences cessent. Il est temps de sortir de l'impasse actuelle qui résulte du fait qu'un pays, ou qu'un groupe de pays, empêche tout accord sur la cessation des expériences nucléaires et ne considère le monde que comme un échiquier sur lequel peut se jouer, derrière leur dos, le sort des peuples.

M. Kisselev (RSS de Biélorussie)

Les années d'après guerre sont caractérisées par un développement considérable des techniques militaires, et en particulier des armes atomiques et à l'hydrogène dont la puissance explosive atteint maintenant des millions de tonnes de TNT. La technique des fusées se développe également avec une extrême rapidité. De nouvelles armes ont été inventées, telles que les engins balistiques intercontinentaux. L'existence de ces armes a pratiquement rendu vulnérable n'importe quel point du globe. Il ne fait aucun doute qu'en cas de guerre, et si les armes atomiques et à l'hydrogène étaient utilisées, les conséquences en seraient extrêmement lourdes pour tous les Etats belligérants, et surtout pour ceux qui ont une très grande densité de population et qui possèdent des régions industrielles étendues.

C'est pourquoi l'Union soviétique a proposé à notre Commission un projet de résolution qui a été distribué à toutes les délégations. Ce projet contient un appel aux Etats qui possèdent des armes nucléaires pour qu'ils prennent, à titre de première mesure, l'engagement temporaire de ne pas utiliser ces armes, étant entendu que si aucun accord international de portée générale n'était intervenu à l'expiration d'une période de cinq ans, l'obligation pour ces Etats de renoncer à utiliser les armes nucléaires serait de nouveau examinée par l'Organisation des Nations Unies. Des millions d'hommes, dans le monde entier, saluent ce projet de résolution qui nous offre la possibilité de sortir de l'impasse actuelle.

La Commission politique doit appuyer ce projet si elle veut vraiment écouter la voix des parlements de nombreux pays, d'un grand nombre de partis politiques, d'organisations syndicales et coopératives, de sociétés religieuses et de savants. C'est ainsi que d'éminents savants de toutes les régions du monde nous rappellent le sérieux danger que font peser sur l'humanité la fabrication d'armes atomiques et à l'hydrogène et les expériences qui se poursuivent dans ce domaine. Des déclarations collectives et individuelles font constamment ressortir la nécessité d'interdire immédiatement ces expériences. De telles déclarations ont été publiées en Union soviétique, dans d'autres pays socialistes, et également dans d'autres pays encore. Rappelons que 2.200 savants américains, 400 savants japonais, 256 savants britanniques, 230 savants français et 18 savants allemands ont lancé de semblables avertissements. Que l'on me permette de lire ici un passage d'un appel des savants américains aux gouvernements et aux peuples du monde, publié dans le Bulletin des savants atomistes, en septembre 1957, et signé par 2.200 personnalités américaines. Voici ce texte :

M. Kisselev (RSS de Biélorussie)

"Nous, soussignés, savants américains, exigeons que soit immédiatement conclu un accord international sur la cessation des expériences d'armes nucléaires. Chaque essai d'arme nucléaire épargne dans le monde une quantité supplémentaire d'éléments radioactifs. Chaque source nouvelle de radiations augmente les risques qui pèsent sur la santé des hommes dans toutes les parties du monde, et il en résulte de tels effets sur le protoplasme de l'être humain qu'au cours des générations futures naîtra un très grand nombre d'enfants déficients. Un accord international en vue de l'interdiction inconditionnelle des expériences d'armes nucléaires serait sans aucun doute un premier pas dans la voie d'un désarmement plus général et de la liquidation efficace et définitive des armes nucléaires existantes, ce qui écarterait la possibilité d'une guerre nucléaire catastrophique pour l'humanité tout entière.

"En notre qualité de savants, nous connaissons parfaitement les dangers qui existent. Or, c'est à ceux qui connaissent ces dangers qu'incombe une responsabilité toute spéciale. Nous considérons donc qu'il est particulièrement nécessaire de prendre des mesures immédiates pour que soit conclu un accord international en vue de la cessation des expériences de tous les types d'armes nucléaires".

J'ai donné lecture de cette citation pour attirer l'attention de notre Commission sur l'inquiétude que ressentent des savants américains éminents devant le danger croissant pour la vie même de l'humanité qui résulte de la politique de force menée dans notre ère atomique et de la course aux armements. La fin de la course aux armements et la cessation des expériences d'armes atomiques et à l'hydrogène est certainement aujourd'hui le problème le plus aigu de la vie internationale, sur lequel se porte l'attention de centaines de millions d'hommes de tous les continents.

La délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie appuie chaleureusement le projet de résolution présenté par la délégation soviétique demandant que les Etats qui procèdent à des expériences atomiques et nucléaires acceptent de mettre fin de manière inconditionnelle à de tels essais, pour deux ou trois ans, à partir du 1er janvier 1958. Notre délégation exprime l'espoir que la Commission politique adoptera ce projet de résolution.

Permettez-moi de dire maintenant quelques mots de la déclaration faite le 10 octobre dernier devant la Commission politique par le représentant du Japon, M. Matsudaira, à propos du projet de résolution déposé par sa délégation. Nous avons remarqué que celle-ci reconnaît la nécessité de mettre fin aux explosions expérimentales d'armes atomiques et à l'hydrogène. Néanmoins la cessation des expériences ne doit pas dépendre d'une décision simultanée concernant d'autres problèmes posés par le désarmement, ainsi que le propose le représentant du Japon. En effet, la solution de la question de la cessation des expériences atomiques et nucléaires serait ainsi rendue plus difficile. Il convient également de remarquer que si le délai proposé était prolongé et si des dates étaient précisées, le texte du projet y gagnerait grandement.

Le représentant du Royaume-Uni, M. Noble, dans une déclaration faite ici le 14 novembre, a essayé, ainsi que le représentant des Etats-Unis, de déformer la position de l'Union soviétique dans la question du désarmement. Faisant allusion à une prétendue menace soviétique, M. Noble visait que les armes atomiques et à l'hydrogène constituent la base de la puissance militaire anglaise. Il ne veut donc pas que prennent fin les expériences d'engins atomiques et nucléaires puisqu'il défend le droit de son pays de les utiliser. Le représentant du Royaume-Uni a également placé au premier plan la question de la fin de la production de matières fissiles à partir de minéraux nouvellement extraits. Il a tenté de nous faire admettre

que le problème des armes atomiques et nucléaires serait ainsi réglé. Mais cette tentative de faire cesser la production de matières fissiles à des fins militaires à l'avenir n'est mise en avant que pour laisser croire que les puissances occidentales font quelque chose dans le domaine atomique. Mais on ne cherche par là qu'à tromper l'opinion publique mondiale et qu'à duper les peuples par des illusions dangereuses tout en poursuivant la course aux armements.

Les propositions des puissances occidentales n'écartent nullement le danger d'un conflit dans lequel seraient utilisées les armes atomiques et à l'hydrogène, car il existe déjà des stocks énormes de ces engins ainsi que de matières fissiles à partir desquelles on continuera de fabriquer ces armes de destruction massive. De plus, l'adoption de la proposition occidentale sur la fin de la production de matières fissiles à des usages militaires dans l'avenir légaliserait en quelque sorte l'utilisation de ces armes. Nous pouvons ainsi constater que ce n'est nullement le désarmement qui préoccupe le représentant du Royaume-Uni lorsqu'il demande que l'on cesse de fabriquer des armes à partir de matières fissiles nouvellement produites; les Etats-Unis et le Royaume-Uni entendent continuer à fabriquer de tels engins de destruction massive en utilisant les matières fissiles déjà produites ainsi que les stocks de ces matières dont ils disposent. En lisant attentivement les propositions occidentales, nous constatons qu'il n'y est nulle-part question de l'interdiction inconditionnelle des armes atomiques et nucléaires. Les représentants des puissances occidentales mettent en doute le caractère sérieux et efficace d'un engagement que prendraient les grandes puissances de ne pas utiliser les armes atomiques et à l'hydrogène. Il convient ici de rappeler qu'un accord international portant sur l'interdiction des armes chimiques et bactériologiques, conclu en 1925, n'a pas été violé par un seul Etat, même pas par l'Allemagne hitlérienne qui a entraîné le monde dans la guerre. Il n'est pas douteux que dans l'état actuel du monde, alors que la conscience des masses populaires n'a cessé de grandir, qu'il existe une Organisation des Nations Unies réunissant tant d'Etats, aucun pays n'oserait violer un accord sur l'interdiction de l'emploi de l'arme atomique.

M. Noble a insisté pour que le Royaume-Uni puisse poursuivre ses expériences d'armes nucléaires et il a ajouté que son pays se proposait de procéder à de nouveaux essais de ces engins. La presse nous a récemment appris que la France

avait l'intention de fabriquer ses propres bombes atomiques. M. Moch n'en a pas parlé dans son intervention.

Ainsi, les puissances occidentales continuent de miser sur la possession des armes atomiques et à l'hydrogène, mais il est dangereux d'affirmer que la paix peut être maintenue en renforçant la puissance atomique et en poursuivant la course aux armements. Ce n'est point en brandissant les armes atomiques et à l'hydrogène, mais seulement en établissant des relations d'amitié et de collaboration entre tous les peuples, que l'on pourra maintenir et renforcer la paix et préserver l'humanité de la guerre.

Pour conclure, permettez-moi de parler brièvement du projet de résolution présenté par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, le Canada et autres pays. Il faut dire ouvertement que ce projet de résolution ne contient rien de nouveau si on le compare aux propositions présentées le 29 août dernier au Sous-Comité du désarmement par les puissances occidentales. Ces dernières suggèrent d'étudier la question de l'établissement du contrôle des fusées intercontinentales sans attendre un accord sur les autres problèmes. Nous considérons que seule la solution de la question de l'interdiction de l'utilisation des armes atomiques, ne serait-ce que pour une période de cinq ans, permettra de régler le problème du contrôle des fusées intercontinentales et des satellites de la terre.

Pour ces diverses raisons, la délégation de la République socialiste soviétique de Biélorussie estime que ce projet de résolution est inacceptable. Nous considérons que la voie réelle de la solution de toutes les questions urgentes touchant au désarmement se trouve indiquée dans le memorandum que le Gouvernement soviétique a présenté à l'Assemblée générale.

Les propositions de l'Union soviétique que nous examinons en ce moment sont inspirées de l'esprit de collaboration internationale. Leur but est d'assurer la détente dans les relations internationales, de consolider la paix et la sécurité dans le monde. L'adoption des propositions soviétiques mettrait fin à la course aux armements qui cause une tension si dangereuse dans les relations entre les Etats. Les propositions soviétiques soulageraient grandement les peuples du monde qui portent, du fait de la course aux armements, un fardeau énorme. L'adoption de ces propositions servirait à diminuer la tension internationale, ouvrirait des perspectives d'utilisation, sur une grande échelle, de l'énergie atomique à des fins pacifiques, pour le bien de l'humanité.

Notre délégation appuie chaleureusement les propositions de l'Union soviétique et votera en leur faveur. La délégation de la Biélorussie exprime son espoir et sa confiance que les Nations Unies apporteront leur appui à la solution du problème de la réduction des armements et des forces armées et à l'interdiction des armes atomiques et des armes à l'hydrogène, c'est-à-dire ce que souhaite si ardemment l'humanité tout entière.

II. SASTROAMIDJOJO (Indonésie) (interprétation de l'anglais) :

C'est avec plaisir, Monsieur le Président, que je vous adresse les félicitations de ma délégation pour votre élection à l'unanimité. Si nous sommes un peu attristés de vous avoir perdu comme voisin immédiat à cette table, cette perte est plus que compensée par l'avantage de vous avoir à la tête de notre **Commission**. Je saisis également cette occasion pour adresser nos félicitations au Vice-Président, M. Barros, et au Rapporteur, le Docteur Matsch, pour leur **élection** au Bureau de la Commission.

Comme la vérité ne saurait être trop souvent proclamée, il n'est pas superflu, même au stade actuel de nos débats, de répéter que le moment est venu d'écouter les aspirations des peuples du monde entier et d'y répondre par des réalisations concrètes dans le domaine du désarmement. Tous les représentants qui ont parlé au cours de ce débat ont constaté l'urgence de la création d'un niveau climat de confiance dans un monde pacifique désarmé où tout au moins en cours de désarmement.

J'espère que cette constatation équivaut à une réaction constructive contre la tendance actuelle des affaires internationales, tendance qui n'est certes pas favorable à la création d'un climat de paix désarmée et de confiance

mutuelle. L'établissement de la guerre froide en Asie et en Afrique, sous la forme d'une course fiévreuse aux armements, avec l'aggravation de tension qui en résulte, est en contradiction évidente avec tous les efforts faits par les gens courageux qui veulent épargner à l'humanité les lourdes charges de la course aux armements.

On ne peut par conséquent pas être trop étonné que, au lieu d'aboutir à des accords concrets, les progrès faits par la Sous-Commission du désarmement en rapprochant les points de vue, aient été interrompus. On ne peut escompter des résultats fructueux quand les discussions sur le désarmement dans une région du globe sont conduites parallèlement à une politique d'armement, de bases militaires et d'accords militaires dans une autre partie du globe. Les progrès vers le désarmement et un programme d'abandon ou une compétition dans les armements sont des choses incompatibles. En conséquence, afin de s'acquitter de leurs responsabilités principales qui est d'aboutir à un accord dans le domaine du désarmement, les grandes Puissances, avant toute chose, devraient s'abstenir d'actes inamicaux incompatibles avec un tel accord.

Si ces paroles semblent un peu brutales, elles ne font que refléter la dure réalité et le vif souci d'une nation qui ressent dans sa chair l'influence négative de la course aux armements. En tant que pays sous-industrialisé et s'éveillant à la vie nouvelle après avoir échappé aux vestiges d'un passé colonial, nous sommes obligés de constater que la continuation de la course aux armements équivaut à l'abandon d'un niveau de vie plus élevé, et nous interdit même d'arriver à un niveau de vie suffisant pour notre population. Plusieurs délégations ont déjà montré les répercussions économiques engendrées par la course aux armements et le représentant du Pérou, M. Belaunde, l'a fait avec une précision et une éloquence extrêmes. M. Belaunde a cité, entre autres, des chiffres que le Secrétariat des Nations Unies lui a communiqués concernant le revenu national per capita des quatre-vingt-deux Etats Membres. Ces chiffres ont un sens particulier pour mon pays, qui est l'un des dix-neuf pays dont le revenu national est inférieur à cent dollars par personne.

Pourtant, l'Indonésie est une nation dotée de ressources nombreuses et encore inexploitées. Cette exploitation, dont nous assumons la responsabilité, exige de notre part toutes nos énergies matérielles, mentales et spirituelles. Nous sommes résolus à améliorer les conditions de vie de notre peuple, à éliminer

les obstacles économiques qui peuvent s'opposer à l'établissement d'un certain bien-être qui, après tout, est une condition préalable à la stabilité politique et sociale dans la liberté. L'obstacle le plus grand dans cette lutte est sans aucun doute la course aux armements et la continuation de la guerre froide. Même si elle n'entraîne pas un conflit généralisé, cette guerre froide menace notre effort de reconstruction et de relèvement. En outre, comme l'a succinctement fait remarquer M. Belaundé, cette course aux armements "détourne les grandes Puissances de leur devoir humain le plus strict et de leur mission la plus noble, je veux parler de leur devoir de solidarité humaine de favoriser le développement des pays les moins industrialisés, mission qui répond d'ailleurs à leurs intérêts bien compris". (A/C.1/PV.868, page 7)

Dans ce contexte, on peut dire que le désarmement est une question qui implique et affecte directement tous les pays du monde. Comme M. Cabot Lodge, représentant des Etats-Unis l'a noté à juste titre, "chaque Etat représenté ici à un intérêt profond et légitime" dans cette question. (A/C.1/PV.866, page 7)

Implicitement, cela veut dire que les nations faibles, les petites Puissances qui n'ont pas de grands arsenaux d'armements de type classique ou d'armements nucléaires, ont le devoir de parler franchement et d'indiquer leur position concernant ce problème; elles ont également l'obligation - différente de celle des grandes Puissances - d'apporter une contribution à sa solution.

Pour ces raisons, je voudrais exprimer l'avis de ma délégation sur certains aspects du problème du désarmement qui sont d'un intérêt spécial pour le Gouvernement et la population de l'Indonésie.

Tout d'abord, je voudrais parler de la question des explosions nucléaires expérimentales. Nous sommes placés dans une région où ont eu lieu des expériences pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins militaires. Ces expériences ont eu lieu au nord, à l'est et maintenant même au sud de nos frontières nationales et notre pays ne peut rester indifférent aux nuages du champignon atomique qui traversent son ciel bleu. Ce sont des augures de peur, de destruction, ce sont des symboles de la tragédie de la race humaine dans le présent comme dans l'avenir. Bien que nous ne "cédions pas à la panique", nous sommes alarmés. Nos populations attendent de leurs gouvernements des garanties et des assurances. Si nous ne pouvons pas leur fournir ces assurances et ces garanties, nous avons alors le devoir tout au moins de joindre notre voix au chœur de plus important de ceux qui exigent la fin de ces expériences fatales.

J'ai été heureux d'entendre le représentant d'une grande Puissance reconnaître, bien qu'à contre-cœur, que nous devrions prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer les risques de mettre en danger le bien-être de l'humanité. Le représentant de la France, M. Jules Moch, a dit que nous devions agir "sans perdre la tête". Puis-je ajouter simplement que nous devons agir aussi avant d'avoir perdu la vie et avant d'avoir causé des dommages irréparables aux générations futures ?

M. Sastroamidjojo (Indonésie)

Aucune personne responsable n'a jamais osé prétendre que l'augmentation de la radioactivité est favorable à la santé de l'humanité. Au contraire, il est généralement reconnu que tout accroissement de la radioactivité est préjudiciable à la santé de l'humanité. La seule question en discussion est celle de la mesure de cette augmentation, c'est celle de savoir si nous avons atteint ou sommes près d'atteindre le point où cette augmentation de la radioactivité et son effet cumulatif mettent en péril la survivance même de l'humanité. Sur ce point, des divergences et des doutes peuvent exister. Mais les conséquences du peu que nous savons sont déjà terrifiantes et elles sont si irrévocables que le doute à lui seul est une raison suffisante pour nous obliger à cesser les explosions nucléaires expérimentales.

En effet, comment pourrions-nous nous aveugler devant cette conception rationnelle et, dans notre folie, cherchant à perfectionner l'art de notre propre destruction, comment pouvons-nous rejeter même l'avis autorisé des savants qui, du reste, sont indubitablement des maîtres plutôt dans la litote que dans l'art de dramatiser ? Je n'ai pas besoin de reprendre ici toutes les opinions scientifiques, tous les appels et les avertissements lancés d'une manière aussi convaincante devant notre Commission par le représentant de l'Inde, M. Menon.

Cependant, afin de montrer toute la tragédie et, à notre sens, même l'irresponsabilité de la situation actuelle, qu'il me soit permis de faire une brève allusion aux conclusions de la Commission consultative sur la biologie et la médecine de la Commission de l'énergie atomique des Etats-Unis; cette commission a étudié le problème des expériences nucléaires sous l'aspect des dangers que ces expériences font courir à la population du globe par suite des retombées radioactives (New York Times, 20 octobre 1957).

Bien que le critère suprême ait été la sécurité nationale des Etats-Unis en termes de force et de préparatifs militaires, cette Commission consultative s'est vu obligée d'admettre qu'à un point de vue mondial, les dommages génétiques entraînés par les retombées radioactives peuvent se monter à des chiffres effrayants. Il ne s'agira pas de quelques êtres humains - ce que nous devrions déjà condamner - mais il s'agira de milliers d'êtres humains. Cependant, la Commission consultative poursuit en disant que les explosions nucléaires expérimentales se justifient au point de vue de la sécurité nationale, parce que le mal causé par les retombées radioactives de ces expériences est "tolérable". En d'autres termes, une

M. Sastroamidjojo (Indonésie)

augmentation - qui n'est pas négligeable - du taux des défauts génétiques et de la mortalité de la race humaine est "tolérable".

Existe-t-il un homme qui, en toute conscience, puisse souscrire à pareille thèse ? La science est-elle dénuée de moralité, et s'incline-t-elle à ce point devant la déesse de la sécurité nationale ? La sécurité nationale elle-même peut-elle être réalisée sur cette base ? Nous ne le croyons pas. A la fois sous l'angle pratique et dans son essence même, la sécurité nationale ne peut, sur cette base, que travailler à sa propre destruction.

En outre, la Commission consultative a subordonné cette thèse des doses tolérables à la supposition que les explosions nucléaires expérimentales se poursuivront sur le même rythme que durant les cinq dernières années. Mais quel a été ce rythme ? Il n'a pas été un rythme statique; il s'est constamment accru d'année en année et nous avons de bonnes raisons de penser que, dans l'avenir, il continuera à augmenter si nous ne mettons pas un terme aux expériences. En vérité, la Commission consultative ne pouvait pas ignorer ce fait et, en conséquence, elle a averti que "la situation pouvait devenir très grave" si des pays toujours plus nombreux se lançaient dans des expériences nucléaires. Nous pouvons déjà nous attendre à ce que trois pays, au lieu de deux, se livrent à des expériences; mais nous n'avons aucune raison d'exclure la probabilité d'un quatrième, d'un cinquième pays expérimentateur et ainsi de suite ad infinitum. Ainsi, nous sommes déjà en train de passer d'une situation tolérable à une situation "grave", - ce qui certainement sous-estime encore d'une manière considérable la catastrophe qui actuellement menace les peuples du monde.

C'est pour éviter ce cataclysme, pour injecter à nouveau de la moralité dans la science que le Gouvernement et le peuple de l'Indonésie demandent aux grandes Puissances de suspendre immédiatement les explosions nucléaires expérimentales. Nous lançons cet appel, non seulement dans notre propre intérêt et dans celui de tous les autres qui sont petits et militairement faibles, mais aussi dans l'intérêt du bien-être et de la sécurité des grandes Puissances elles-mêmes. Nous avons entendu dire que la suspension ou l'arrêt des explosions expérimentales nucléaires ne pourrait pas, par elle-même, arrêter la course aux armements nucléaires. Nous le reconnaissons. Suspendre ou arrêter les explosions nucléaires expérimentales ne suffit pas à constituer un accord de désarmement; c'est simplement un accord pour assurer la survivance de l'humanité. Mais n'est-ce pas une raison suffisante pour cesser les expériences ? L'argument consistant à dire qu'une cessation

des explosions nucléaires expérimentales n'arrêtera pas la course aux armements est une pétition de principe. Continuer ces expériences n'arrêtera pas non plus la course aux armements; de même, cela n'augmentera pas la sécurité nationale des grandes Puissances, étant donné notamment qu'elles possèdent déjà les moyens d'empêcher une attaque nucléaire lancée par un agresseur éventuel quelconque.

Continuer les explosions nucléaires expérimentales ne peut avoir qu'un seul effet : ajouter au danger actuel, aggraver les craintes et les tensions actuelles, entraîner des dangers mortels pour l'humanité en temps de paix parce qu'on pense ou qu'on a peur que la guerre peut éclater.

D'un autre côté, la cessation de ces expériences en vertu de l'accord des grandes Puissances et sous un système de contrôle adéquat, non seulement engendrerait une atmosphère nouvelle débarrassée des craintes actuelles et du spectre de l'extinction de l'humanité, mais serait un nouvel exemple de la coopération entre les grandes Puissances. L'influence concrète que cette mesure pourrait exercer sur le problème du désarmement et, notamment, sur les aspects de ce problème au sujet desquels les parties se sont déjà rapprochées, ne doit pas être sous-estimée.

Ainsi, l'arrêt des explosions nucléaires expérimentales devrait être considéré comme une mesure préparant le désarmement, encourageant et facilitant la réalisation d'un accord sur le désarmement. Comme je l'ai déjà expliqué, freiner la course aux armements nucléaires qui se poursuit actuellement est d'un intérêt vital et urgent. Nous estimons que cela devrait être effectué sans retard, en s'efforçant de réaliser un accord sur une première phase d'un programme de désarmement qui engloberait les points traités dans de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale (Résolutions 808 (IX), 914 (X), 1011 (XI)), à savoir : 1) interdiction totale de l'utilisation et de la fabrication des armes nucléaires et des armes de destruction massive de tous types; 2) utilisation des stocks d'armes nucléaires en les transformant dans des buts pacifiques; 3) utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques seulement; 4) institution d'un contrôle international effectif garantissant le respect des accords, ainsi que le respect de l'accord concernant les armements de type classique.

A notre avis, ces quatre étapes sont d'une importance égale et elles sont indispensables. Cependant, je voudrais me borner, pour le moment, à présenter quelques observations sur le premier point : à savoir l'interdiction totale de l'utilisation et de la fabrication des armes nucléaires et des armes de destruction massive de tous genres.

M. Sastroamidjojo (Indonésie)

Nous sommes vivement préoccupés par le changement d'attitude de certaines grandes puissances qui prétendent maintenant que, puisqu'il n'est plus possible de contrôler une interdiction totale de l'utilisation des armes atomiques, cette interdiction devrait être subordonnée au droit de légitime défense, tel qu'il est prévu dans la Charte.

Je puis assurer la Commission que mon pays, comme tout autre, reconnaît le droit de légitime défense qui est prévu par la Charte des Nations Unies. En fait c'est l'un des dix principes - le cinquième pour être précis - qui ont été proclamés par la Conférence de Bandoung. Cependant, nous ne pouvons admettre que l'interdiction de l'emploi de l'arme nucléaire soit conditionnée par le droit de légitime défense.

Tout d'abord, une telle condition serait non seulement contraire aux résolutions de l'Assemblée générale demandant une interdiction totale, mais elle s'opposerait aussi au principe défendu par l'Assemblée et par les hommes d'Etat les plus éminents des grandes Puissances, selon lesquels l'énergie atomique doit être utilisée exclusivement à des fins pacifiques.

Il y a pis. Que signifierait la mise en pratique de la thèse selon laquelle l'arme nucléaire ne devrait pas être employée, sauf dans le cas de légitime défense tel que le prévoit la Charte? A la lumière des événements récents, cette question doit être très sérieusement examinée. Rappelons-nous, à cet égard, les paroles tout à fait pertinentes du Ministre des affaires étrangères du Mexique, M. Padilla Nervo. Au cours de la discussion générale qui s'est déroulée à l'Assemblée, M. Padilla Nervo a dit, le 3 octobre :

"L'idée qu'il est possible de maintenir dans les limites d'une région des guerres partielles menées avec de petites armes nucléaires est trompeuse et extraordinairement dangereuse."

Et M. Padilla Nervo poursuivait :

"La course aux armements est comme un galop dans la nuit, au flanc d'une montagne, avec l'abîme d'un côté et le précipice de l'autre.

L'équilibre que l'on garde alors est celui de la peur; il n'est pas stable, il est précaire." (A/PV.699, p. 67)

En fait, l'idée d'une interdiction limitée de l'emploi de l'arme nucléaire ne peut être interprétée que comme signifiant que cette arme serait employée dans le cas de prétendus conflits locaux qui sont le résultat, non de différends d'ordre local, mais d'une lutte de puissance entre les deux blocs de grands pays. Une telle rencontre de forces se produit inévitablement sur le territoire d'Etats faibles ou petits qui ne possèdent pas d'armes nucléaires. Par conséquent, ce sont ces pays, ce sont ces peuples qui seraient les premières victimes

d'une prétendue guerre nucléaire défensive. Et tandis que les engins nucléaires et les fusées tombant sur ces pays y sèmeraient la dévastation et la destruction, les deux parties en lutte décriraient certainement leurs actions comme étant l'exercice du droit de légitime défense. Il faut reconnaître que la question importerait bien peu aux victimes!

Oui, selon la conception d'une interdiction limitée de l'emploi de l'arme nucléaire, les Puissances qui la détiennent pourraient être amenées à ne pas s'attaquer l'une l'autre, mais il n'est pas certain qu'une guerre nucléaire localisée ne se transformerait pas en un conflit mondial. Je le demande humblement, quelle garantie ont les populations des Etats qui ne possèdent pas l'arme nucléaire qu'elles ne seront pas tuées ou horriblement mutilées dans une prétendue guerre nucléaire défensive causée par des forces extérieures à la région?

Cependant, la réponse à cette question pourrait nous conduire au désespoir. Néanmoins, nous refusons de nous y abandonner. Nous ne pouvons croire que l'homme n'ait pas la sagesse et l'ingéniosité nécessaires pour éviter l'holocauste que les forces qu'il a lui-même mises en mouvement pourraient provoquer. Nous ne pouvons nous résigner à vivre à jamais dans un monde fondé sur "l'équilibre précaire de la peur". Cependant, telle serait la situation si nous abandonnions l'idée d'une interdiction totale de l'emploi et de la fabrication des armes nucléaires et la remplacions par une interdiction limitée ou conditionnelle.

Je ne puis affirmer avec trop de force qu'une interdiction limitée de l'emploi de l'arme nucléaire n'aurait pour effet que de favoriser la continuation de la course aux armes nucléaires. Pourquoi? Parce que les grandes Puissances resteraient libres de déterminer la quantité d'armes nucléaires qu'elles jugeraient nécessaires pour la légitime défense et qu'elles le feraient évidemment en fonction de la tension existante et de la méfiance qui caractérisent la situation internationale. A leur tour, l'existence même de stocks d'armes nucléaires et la menace de leur utilisation possible, même en cas de prétendue légitime défense, augmenteraient la peur et la tension. Nous constaterions ainsi l'effet réciproque de la tension et de la sécurité nationale ou des besoins de la légitime défense, ce qui conduirait à une course interminable aux armements nucléaires.

Il faut donc cesser d'envisager la sécurité nationale seulement en termes de puissance militaire. Il y a plus : il est urgent que les grandes Puissances,

évaluent les résultats de la science et de la technologie modernes en fonction de leur contribution positive à la connaissance qui est la base de la civilisation plutôt qu'en fonction de leur pouvoir de destruction. Nous devons rétablir la moralité dans le domaine de la science. A cet égard, j'irai jusqu'à dire que les Etats petits ou faibles, qui ne possèdent pas de grands arsenaux sur leur territoire, peuvent apporter une contribution positive à cette fin. Que ce soit par nécessité ou par inclination, ces pays considèrent les réalisations de la technique moderne comme autant de moyens d'améliorer les niveaux de vie et non pas d'obtenir des avantages militaires par rapport à d'autres Etats. Ce n'est pas que ces petits pays soient plus pacifiques que d'autres, mais ils concentrent leur attention sur les possibilités pacifiques plutôt que militaires des progrès scientifiques et technologiques, sur ce qu'ils peuvent produire de bien plutôt que sur ce qu'ils peuvent produire de mal et c'est pourquoi leur participation aux négociations de désarmement pourrait fort bien créer un nouveau climat permettant un progrès. Par conséquent, ma délégation est en faveur de l'élargissement du Sous-Comité de la Commission du désarmement.

A ce sujet, je voudrais faire quelques brèves observations en réponse à certains des arguments exposés par le représentant de la France lorsqu'il s'est opposé à l'augmentation du nombre des membres du Sous-Comité. M. Moch a déclaré qu'un élargissement du Sous-Comité ne présenterait aucun avantage puisque cet organisme comprend déjà des représentants des quatre gouvernements dont l'accord initial conditionne tout le progrès. Nous admettons volontiers que le progrès, en matière de désarmement, dépend initialement d'un accord entre les grandes Puissances. C'est également notre avis. Mais le représentant de la France a poursuivi en concluant que la participation d'autres pays aux travaux du Sous-Comité non seulement serait inutile, mais pourrait être désavantageuse. Que dire alors de la participation du Canada? Je suis certain que M. Moch ne voulait pas laisser entendre que la participation du Canada aux travaux du Sous-Comité n'avait pas eu pour effet de réduire les divergences.

En vérité, je suis sûr que le Canada a apporté sa contribution et je suis certain aussi que la présence d'autres représentants d'Etats impartiaux favoriserait le progrès vers des compromis et, en fin de compte, l'unanimité. Ces Etats impartiaux n'auraient pas pour tâche d'imposer une ligne de conduite,

mais bien plutôt de faire des suggestions qui correspondraient mieux à l'opinion publique mondiale et au besoin qu'a l'humanité de vivre dans la sécurité et dans la paix. Que ce soit au Sous-Comité ou à l'Assemblée générale, nous croyons que la méthode à employer ne consiste pas à imposer une solution, mais à chercher l'unanimité par la conciliation et les compromis afin d'arriver à un plan de désarmement applicable et large.

Dans l'esprit de la philosophie de ce grand physicien de l'énergie atomique et de ce grand bienfaiteur de l'humanité, le danois Niels Bohr - qui a reçu le premier prix de "l'atome pour la paix" - nous adressons un pressant appel à tous les membres de la Commission pour qu'ils se consacrent à nouveau au combat en vue de créer l'harmonie au sein de la diversité, soutenus dans cette lutte positive et constructive par la certitude que l'harmonie résulte toujours de deux forces ou de deux idées qui avaient été initialement en conflit.

La séance est levée à 12 h. 40.